

Les conséquences des trois «oui»

Par [JFB](#) le jeu 20/03/2008 - 12:47

Le référendum du 9 mars



(Photo: Ernő Horváth)

Trois fois oui – c’est le résultat simplifié du référendum du 9 mars, ce qui signifie l’annulation du forfait hospitalier, du prix des consultations médicales et des droits d’inscription à l’université. Bien que plus de 3 millions d’électeurs aient voté contre les mesures du gouvernement, Ferenc Gyurcsány ne démissionne pas et promet au contraire de poursuivre les réformes.

Le 9 mars dernier, les électeurs hongrois ont rejeté trois des réformes économiques proposées par le gouvernement, offrant ainsi une victoire claire à l'opposition. 84,08 % des votants (3 383 641 voix) ont voté contre le forfait hospitalier, 82,4 % (3 318 999 voix) contre la participation forfaitaire pour chaque consultation médicale (prix de la consultation) et 82,2 % (3 307 316 voix) contre l'introduction de droits d'inscription à l'université.

Contre toute attente, la participation au le référendum a été forte en s’élevant à 50,5 %, dépassant par exemple la participation au référendum sur l’adhésion à l’UE (45,62 %). Plus de trois millions de votants (soit plus de 40 % de tous les électeurs hongrois !) ont répondu par oui à chacune des trois questions. C’est pourquoi, selon les experts, l’opposition a remporté une victoire écrasante: selon le politologue Gábor Török, il s’agit d’une «victoire totale» pour le Fidesz.

Ce n’est pas un hasard : les partis d’oppositions, et surtout le chef de l’opposition, Viktor Orbán, ont mené une campagne forte pour les trois «oui» (leur slogan était «L’avenir commence par trois OUI»), tandis que le MSZP et le gouvernement ont mené une campagne «froide» d’explication, ne cachant pas qu’ils seraient satisfaits de l’abstention des électeurs. Ainsi les libéraux encourageaient-ils les gens à dire non le 9 mars. Selon les personnalités politiques connues du SZDSZ, comme Ágnes Horváth, ministre de la Santé, ou János Kóka, président du parti, les trois questions posées par le Fidesz manifestaient une certaine nostalgie du socialisme, comme les

services gratuits et d'autres avantages de la vie avant le changement de régime en Hongrie. Mais ce sont finalement moins de 700 000 de Hongrois qui ont répondu non.

Il est important de souligner qu'il s'agit d'un référendum décisionnel (ügydöntô), c'est-à-dire que le Parlement doit maintenant légiférer en conformité avec les résultats obtenus, et ne peut pas prendre de décision contraire à ce résultat avant trois ans. Le Premier ministre Ferenc Gyurcsány a immédiatement reconnu sa défaite, le 9 mars à 19h, au moment de l'ouverture des urnes et ce avant même de connaître les résultats du référendum. Il a ainsi déclaré devant le Parlement : «Si le référendum est valide, le gouvernement se conformera à son résultat et rétablira, dès le premier avril, la situation qui existait auparavant.»

Donc, c'est à partir du premier avril que les forfaits hospitaliers, le prix de la consultation chez le médecin et les droits d'inscription à l'université seraient supprimés. Ces contributions ne rapportant que 0,1% du PIB, leur suppression n'aura qu'un impact financier limité. En même temps, le Premier ministre a fait savoir que le manque à gagner ne pourraient par conséquent en aucun cas être imputé au gouvernement. A ce propos le Fidesz propose de compenser cette perte de revenus en puisant dans les bénéfices de 41 milliards de HUF du Szerencse-játék Zrt (Jeu de Hasard), mais il se trouve que cette somme se trouve déjà dans le budget de l'État.

Le Fidesz a en outre déclaré que Ferenc Gyurcsány ayant subi une «humiliante défaite», il lui faudrait démissionner. Toutefois les observateurs n'estiment généralement pas que le vote aura des implications pour le gouvernement ou que Gyurcsány devra partir avant les prochaines élections organisées en 2010.

La coalition gouvernementale souligne ainsi que ce référendum n'a pas valeur d'élection et que son résultat n'implique en aucun cas la démission du gouvernement : les réformes de la santé et des études supérieures vont ainsi se poursuivre, et ce même si le Fidesz et le KDNP déposent une proposition de loi pour annuler la réforme de l'assurance maladie adoptée par le Parlement le 11 février dernier. En effet, selon Viktor Orbán les résultats du référendum décident de l'avenir de cette loi : «les électeurs la refusent et le gouvernement doit comprendre qu'il est inutile de répéter une fois encore ce qui s'est passé le 9 mars» a-t-il déclaré en faisant allusion au référendum réclamé et obtenu par Mme et M. Albert, également membres du Fidesz, sur le système d'assurance santé (référendum qui aura lieu selon toute vraisemblance entre les mois de septembre et de novembre cette

année).

En fait, le résultat du référendum était attendu : la plupart des gens sont contre le fait de payer plus. Comme le déclarent les membres du gouvernement ainsi que plusieurs experts: «Un tel référendum, qui demande aux citoyens s'ils veulent payer ou non, ne peut obtenir qu'un seul résultat». Politiquement, le fait est qu'un tel référendum a été rendu possible, et ce malgré la constitution qui interdit pourtant les référendums relatifs au budget de l'État.

Szabolcs Dull

•

Catégorie

Agenda Culturel